

En mi mineur : Entendez-vous dans la campagne ?

Jean-Marie Harribey

1^{er} mai 2012

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2012/05/01/en-mi-mineur-entendez-vous-dans-la-campagne>

La plupart des commentateurs de la campagne présidentielle ont dit qu'elle fut fade, inintéressante et ne posant pas les vrais problèmes. En particulier, il fut de bon ton de déplorer que l'écologie fut absente. Et tous les bien-pensants du productivisme ou de la relance de la croissance de rivaliser dans le versement de larmes de crocodile. Même parmi nos amis. Jusqu'à expliquer le faible score d'Eva Joly au premier tour par le fait qu'elle aurait peu porté le message de l'écologie. De même, l'emploi, le chômage, le travail, la répartition des revenus auraient été délaissés. Donc écologie et social auraient été abandonnés en rase... campagne. On a même entendu certains candidats de droite (notamment Sarkozy et Bayrou) accuser tous les candidats de gauche d'ignorer la crise, sans qu'aucun journaliste n'esquisse la question : « Quelle crise ? La vôtre ? Celle du système dont vous êtes l'apôtre et dont vous voulez assurer la pérennité ? »

Ces diagnostics sont faux et ils révèlent tous les impensés des auteurs de ces commentaires.

L'écologie sortie de sa tour

La surprise qu'a provoquée Eva Joly dans sa campagne est qu'elle n'a pas parlé de l'écologie comme ceux qui s'en arrogent le monopole en parlent habituellement. Elle ne s'est pas livrée à un lamento permanent supplémentaire sur la disparition des espèces, le réchauffement climatique, la pollution, tous phénomènes gravissimes, en les coupant de ce qui était son autre souci fondamental : une sphère politique irréprochable, une « République exemplaire », pour avoir une chance d'entraîner l'adhésion de la population à un changement de société. Et ça, c'était nouveau : préparer l'écologie à devenir un élément d'une transformation sociale, au point que les caciques d'Europe-Écologie-Les-Verts enrageaient – la palme revenant à Daniel Cohn-Bendit – et que les commentateurs ne pipaient mot.

Que dire alors de l'accueil qu'a reçu Jean-Luc Mélenchon qui n'a cessé de parler de planification écologique ? Son propos a été ridiculisé par ceux-là mêmes qui se désolaient qu'on ne parlât pas suffisamment d'écologie. Pourtant, là aussi, c'était nouveau dans le paysage politique. L'écologie cessait d'être seulement une affaire de défense des oiseaux, elle devenait le second pied, à côté du social, permettant de marcher, sans se casser la figure, sur le chemin de la transition sociale et écologique.

La charge la plus virulente contre la conversion du Front de gauche à l'écologie est venue d'un des théoriciens français de l'écologie les plus connus, Alain Lipietz, par ailleurs en délicatesse selon ses dires avec la direction d'EELV, ce qui complique encore les choses. Que dit-il dans un article sur son blog « L'écologie de Jean-Luc Mélenchon »¹ ? Que défendre la classe ouvrière, c'est défendre la classe des producteurs qui est la « classe du productivisme ». On a connu plus fines subtilités, car que reste-t-il alors pour qualifier la classe qui accumule du capital et qui oriente et rythme le productivisme ? Et puis il affirme aussi que le programme du Front de gauche ne précise aucun calendrier, ne donne aucun détail sur les « instruments de la planification (règlements, quotas, subventions et écotaxes) ».

¹ <http://lipietz.net/spip.php?article2732>

Si Mélenchon avait tout dit à l'avance, on lui aurait sans doute rétorqué qu'il voulait une planification à la soviétique. Alain Lipietz prévoit même que, « s'il faisait un carton aux élections », le Front de gauche « ne fermerait même pas la centrale de Fessenheim ». Ce pronostic est encore plus fort que celui de Sarkozy qui reproche à Hollande de détruire toute l'industrie nucléaire française en fermant seulement Fessenheim.

Et enfin, Alain Lipietz porte sa critique du Front de gauche sur le terrain de la régulation des émissions de gaz à effet de serre, pour laquelle on sait que l'Union européenne a adopté la méthode des permis d'émission (dont la quantité est fixée a priori par l'autorité) négociables ensuite sur le marché. Et là, notre ami Alain Lipietz ne s'emmêle-t-il pas les pieds dans un imbroglio incompréhensible ? Il affirme d'abord : « L'Union européenne, comme les autres signataires de l'accord de Kyoto, ont adopté la forme de planification la plus soviétique : la méthode des quotas. » Puis : « L'autre méthode principale, celle des écotaxes, est tout aussi intéressante. Mais il faut bien comprendre qu'elle est strictement marchande : chacun a le droit de polluer autant qu'il veut, à condition de payer ce droit inclus dans le prix de la marchandise qu'il achète. » Et il conclut : « Or, dans la littérature de la gauche de la gauche qui appuie aujourd'hui la candidature de Jean-Luc Mélenchon, la méthode des quotas (c'est-à-dire la planification en quantité datée) est vilipendée, la méthode purement marchande (les écotaxes qui ne font qu'inciter les consommateurs et producteurs à aller dans une certaine direction) est la seule admise ! »

Or, d'une part, la méthode de régulation par les quantités et celle par les prix font, toutes les deux, intervenir des mécanismes de marché. La première consiste à fixer administrativement les quantités à ne pas dépasser, le marché procédant à l'ajustement entre offre et demande par les prix ; la seconde consiste à fixer un prix (par le biais de l'écotaxe), le marché procédant à l'ajustement entre offre et demande par les quantités. D'autre part, et c'est là que l'argument quitte la raison, on ne peut à la fois faire le reproche d'opter pour le principe de l'écotaxe et affirmer que cette méthode est intéressante. Le citoyen s'y perd complètement. Et il se perd même une seconde fois en lisant que la méthode des quotas est soviétique mais qu'il faut l'appliquer. Est-ce qu'on peut dénouer ce pataquès avec l'idée avancée par Alain Lipietz que « la décision administrative de mettre en place des quotas doit s'accompagner, si la planification est bien faite, d'autres objectifs de développement des économies d'énergie ou des économies renouvelables » ? Tout le monde sera ici d'accord. Mais cela n'a strictement rien à voir avec le choix entre quotas ou écotaxes. Je dirais même que ces objectifs de développement des économies d'énergie ou des économies renouvelables, et plus globalement de transformations des processus de production, ne doivent pas « accompagner » mais précéder dans tous les cas le choix entre tel ou tel mécanisme de marché. Sinon, la lutte contre la crise s'émoussera vite. La crise, parlons-en justement à propos de la campagne présidentielle.

La crise, tam-tam de ceux qui l'ont provoquée et de ceux qui ne l'ont pas vu venir

L'argument ressassé par la droite à l'encontre de ceux qui refusent que les peuples soient pris en tenaille entre la baisse des dépenses publiques pour diminuer les déficits et la récession que provoque déjà cette baisse, et même à l'encontre de celui qui veut inventer une austérité de gauche (le frein) avec une croissance (l'accélérateur), est que la crise est là et nous contraint, d'autant plus qu'elle nous vient de l'extérieur.

Mais est-ce une crise de l'extérieur du système qui régit le monde aujourd'hui ou une crise de ce système ? Politiques, comme économistes libéraux de droite et sociaux-libéraux, font donc comme si le chaos économique dans lequel le monde et l'Europe sont plongés n'avait rien à voir avec les transformations du capitalisme depuis quarante ans. Or, la crise socio-économique et la crise écologique se renforcent mutuellement. Mais, au-delà de cette jonction désastreuse pour l'humanité et pour la biosphère, elles n'existent pas dans la même

temporalité : le moyen terme pour la crise de suraccumulation du capital et le très long terme pour la crise écologique. La crise financière qui a éclaté brutalement au grand jour en août 2007 n'a strictement rien à voir avec l'épuisement de la planète. Mais la dégradation salariale à l'oeuvre depuis plusieurs décennies a favorisé la financiarisation ; de ce fait, l'explosion des profits financiers ne pouvait rien pour aider à franchir le mur des ressources naturelles qui se dresse devant la poursuite de l'accumulation ; au contraire, elle entraîne les classes dominantes dans la fuite en avant productiviste, rebaptisée « croissance verte », et dans la tentative désespérée de tout marchandiser pour ouvrir de nouveaux espaces de valorisation du capital.

Et qui, lors de cette campagne soi-disant insipide, a mis l'accent sur l'imbrication de ces phénomènes ? Ceux qui ont eu tant de mal à trouver une place dans le broyeur médiatique : la Joly avec ses lunettes moquées parce qu'elles étaient alternativement couleur rouge et verte ; le Mélenchon que l'on a brocardé tour à tour comme populiste ou romantique révolutionnaire ; et le « petit » Poutou, « petit » suffisant à exprimer le mépris des experts qui, pendant tant d'années, assuraient que la crise était impossible puisque les marchés financiers s'équilibraient spontanément.

Les autres candidats ? Rien. Ou plutôt, soyons honnêtes, un quelque chose : rendons justice à François Hollande sur un point, car il a mis, à un moment de la campagne, la question de la fiscalité au centre du débat avec sa proposition de tranche supérieure de l'impôt sur le revenu à 75 % au-delà du million d'euros de revenu. On aurait certes accordé davantage de crédibilité à cette proposition si elle avait été accompagnée de celle d'élargissement de l'assiette du calcul de l'impôt, et dans laquelle les trous des niches fiscales auraient été bouchés. Mais l'idée que les revenus extravagants étaient insoutenables a progressé dans la société. Alors, la proposition, à gauche de la gauche, de fixer un revenu maximum est devenue audible. Elle permet de casser la spirale d'engendrement de revenus qui ne trouvent pas d'autre utilisation que des placements spéculatifs, dans l'immobilier et le foncier – avec toutes les conséquences désastreuses sur le logement social – ou dans les titres financiers. Avec, au bout du compte, l'impossibilité d'assurer la stabilité financière.

La stabilité financière

La campagne présidentielle s'est déroulée sur fond d'adoption du Mécanisme européen de stabilité (MES) et de ratification en cours du Traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) de l'Union économique et monétaire. Ce dernier, on le sait, vise à imposer la « règle d'or budgétaire » à tous les pays, tandis que le MES confirme l'obligation d'en passer par les marchés financiers, tant pour combler les déficits publics, que pour éventuellement venir en aide aux États en trop grande difficulté. En effet, n'étant pas une banque, le MES ne pourra pas emprunter à la Banque centrale européenne (BCE) et devra le faire sur les marchés. Ainsi, l'orthodoxie de la BCE est maintenue.

Ceux qui, à gauche, plaidaient pour que la BCE puisse acheter, si nécessaire et une fois une réforme radicale de la fiscalité menée à bien, des titres publics, au lieu d'en laisser le monopole aux opérateurs privés (qui ne se privent pas de spéculer à tout va) ont été taxés d'irréalisme ou d'ignorance. Et le *must* nous a été fourni par un quintet européen du plus haut niveau : Jean-Paul Besset, Daniel Cohn-Bendit, Alain Lipietz, Yann Moulier Boutang et Shahin Vallée ont signé dans *Le Monde* du 25 février 2012 une tribune intitulée « Mécanisme européen de stabilité : la bourde historique de la gauche ». Ils fustigent les députés français socialistes et écologistes qui se sont abstenus de voter le MES le 21 février dernier. Leur argument principal est que le MES sera un embryon de Trésor public européen permettant de faire progresser la solidarité entre pays membres de la zone euro et, à terme, de l'Union européenne. Mais c'est oublier deux choses : premièrement, le fait que le MES devra emprunter sur les marchés financiers, comme indiqué ci-dessus, laissant donc toujours les

États dans la main de ces derniers, et, deuxièmement, le fait que le MES ne viendra en aide aux États que s'ils ont satisfait aux obligations du TSCG fixant la règle d'or budgétaire comme horizon indépassable de la politique économique.

Du « oui » au TCE en 2005 représentant une « avancée » au « oui » au MES aujourd'hui « amorçant un Trésor public européen », nos cinq auteurs ci-dessus pensent que ces institutions permettent de « changer de paradigme » et ainsi de sortir de la crise globale et multidimensionnelle que nous connaissons. On peut avoir, pour le moins, quelques doutes...

En ce jour du 1^{er} mai, on voit combien la rhétorique pétainiste sur le travail produit encore ses ravages. Au « travailler plus pour gagner plus » de 2007 s'ajoute maintenant le « vrai travail » de 2012. Le danger est le même : c'est le risque pour la gauche de désertier la question du travail et de l'abandonner aux paroles et gestes des représentants du capital. La défaite de 2007 était due en bonne partie à l'abandon d'« un regard positif sur le travail »². En 2012, le danger n'est pas écarté, ni pour le 6 mai, ni pour la suite.

Ceux qui disent n'avoir rien entendu dans cette campagne, comme ceux qui critiquent les réelles propositions liant le social et l'écologie sans les avoir réellement écoutées, devraient être plus prudents et psalmodier leurs litanies sur un mode mineur. La partition de *La Marseillaise* est généralement écrite dans la tonalité de sol majeur. La relative de sol majeur est mi mineur. C'est peut-être la tonalité requise pour bien entendre dans la campagne.

² <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/travail/travail-positif.pdf>